

# Communication officielle : le grand cafouillage

*En haut lieu, au sein du clan présidentiel, on semble opter pour une démarche communicationnelle autre que celle qui a prévalu jusque-là avec l'entrée en scène du revenant Amar Saïdani qui semble prendre le relais du Premier ministre.*

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Le successeur de Abdelaziz Belkhadem à la tête du FLN, sur décision du président d'honneur du parti qui n'est autre que le président de la République, n'a pas attendu longtemps pour exercer son tout nouveau rôle, au mépris de l'usage et des règles internationales.

C'est ainsi que l'ancien président de l'APN a annoncé, en marge d'un tête-à-tête, avant-hier, avec le président du TAJ, une entrevue qui intervient dans le sillage de la reconfiguration de la fameuse alliance présidentielle, dans l'attente que d'autres partenaires la rejoignent, en perspective des prochaines échéances politiques, une réunion du Conseil des ministres pour la semaine prochaine. Si dans son audace il n'a pas été jusqu'à divulguer l'ordre du jour de ce conclave, le premier du genre depuis longtemps, et qui signera la reprise effective des activités du président de la République depuis qu'il est en convalescence après 80 jours d'hospitalisation en France suite à un AVC dont il a été victime le 27 avril dernier avant son retour au pays le 16 juillet écoulé, Saïdani a foulé aux pieds une us et une règle tant la chose ne relève point de ses prérogatives en tant que chef de parti, aussi majoritaire soit-il.

Ceci même si Sellal a tenté de se reprendre, hier, en confirmant le tuyau de Saïdani, tenant, cependant, à apporter sa «couche» en précisant que la date d'une telle réunion du Conseil des ministres «n'a pas encore été fixée».

Une nouvelle de ce «calibre», signifiant indirectement que le président de la République reprend ses forces puisque un tel conclave ne devrait être présidé que par lui-même, n'aurait-elle pas dû être

«balancée» par un quelconque canal officiel ? Une démarche loin de relever du hasard car en vigueur bien avant avec les informations liées aux remaniements opérés au sein de l'institution sécuritaire du pays qui ont échappé à toute voix officielle, puisque sciemment distillées ici et là par bien d'autres voies informelles, non identifiées. Des informations dont, comme par un autre hasard, c'est encore Saïdani qui s'est chargé de la confirmation lors d'un forum médiatique.

Une démarche qui, consistant à «arroser» continuellement le

citoyen d'informations liées à l'activité du président de la République non sans précaution de ne pas leur conférer la solennité requise, dévolue jusque-là au Premier ministre. Mais alors, que cache l'effacement de Sellal au profit de Saïdani ? Rappelons que c'est lui justement qui était en charge de ce volet durant la longue absence du président. Il avait même jugé que le Conseil des ministres n'était «pas nécessaire en ce moment», dans une déclaration en marge de l'ouverture de la session parlementaire d'automne.

Une non-nécessité qui ne reflète guère la réalité liée au fait que si le Conseil des ministres ne s'est pas réuni, c'est plus par incapacité du président de la République à le considérer qu'à une autre considération.

M. K.



Photo : Samir Sid.

Amar Saïdani, lors de son entrevue avec Amar Ghoul.

## TAYEB BELAÏZ AVAIT DÉMISSIONNÉ DE LA PRÉSIDENTENCE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

# Le petit zeste de légalisme

*L'ex-président du Conseil constitutionnel a quitté son poste après avoir déposé sa démission. La solution choisie pour «démettre» Tayeb Belaïz vise à apporter un semblant de légalité à une décision qui va à l'encontre de la Constitution.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - L'Algérie a pour ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales un retraité de 65 ans. Mercredi dernier, avant d'être nommé à ce poste par le président de la République, Tayeb Belaïz a quitté la présidence du Conseil constitutionnel en faisant valoir ses droits à la retraite.

C'est ce qui ressort du décret présidentiel n° 13-310 mettant fin aux fonctions du président du Conseil constitutionnel publié, hier, au Journal officiel. «Il est mis fin aux fonctions du président du Conseil constitutionnel, exercées par M. Tayeb Belaïz, admis à la retraite sur sa demande», précise ce décret.

La procédure qui a été choisie par Abdelaziz Bouteflika pour faire migrer Belaïz du Conseil constitutionnel au ministère de l'Intérieur vise à donner un semblant de légalité à un acte contrai-

re à la loi fondamentale. L'article 164 de la Constitution est très clair : «Le président de la République désigne, pour un mandat unique de six (6) ans, le président du Conseil constitutionnel.»

Le président de la République le nomme mais ne peut mettre fin aux fonctions du président du Conseil. Mais pourquoi la mise à la retraite ? Pour tenter de comprendre la situation actuelle, il faut revenir au décret présidentiel n°89-143 du 7 août 1989 relatif aux règles se rapportant à l'organisation du Conseil constitutionnel et au statut de certains de ses personnels.

L'article 4 de ce décret indique les causes pour lesquelles le président quitte son poste : «Le décès, la démission ou l'empêchement durable du président du Conseil constitutionnel donnent lieu à une délibération du Conseil constitutionnel intervenant sous la présidence du membre présent le plus âgé et dont notification est faite au président de la République.»

Si l'on s'en tient à cette disposition, Abdelaziz Bouteflika ne serait intervenu qu'après délibération du Conseil. Mais Bouteflika avait tout prévu.

En mai 2002, il modifie le décret présidentiel n°89-143 d'août 1989 pour en supprimer les dispositions initiales.

Dans ce nouveau décret, l'article 4 a été reformulé pour consacrer l'institution d'un «centre d'études et de recherches constitutionnelles». Un tour de passe-passe qui a permis au chef de l'Etat de contrôler totalement le processus de désignation et de mise de fin de fonctions du président du Conseil constitutionnel.

D'ailleurs, Abdelaziz Bouteflika usera rapidement de ce nouveau pouvoir. Après avoir nommé Mohamed Bédjaoui en mai 2002, il le démettra de ses fonctions trois années plus tard pour lui attribuer le poste de ministre des Affaires étrangères.

C'était le premier cas d'«abrégement» du mandat du président du Conseil constitutionnel.

Mais à l'époque, Bédjaoui n'avait pas eu à se justifier en faisant valoir ses droits à la retraite. Mais le contexte n'est plus le même. Tayeb Belaïz a été tenu de le faire pour éviter toute faille dans la stratégie de Bouteflika.

T. H.

## MÉCONNAISSANCE DE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION NATIONALE

# Les regrets de Réda Malek

*Pour Réda Malek, la Révolution algérienne a enfanté d'authentiques héros et de grandes figures de l'Histoire. Malheureusement, nombreux sont les jeunes Algériens qui s'identifient à des «héros» étrangers.*

L'ancien chef du gouvernement et ancien diplomate déplore surtout qu'un écrivain algérien prenne, par exemple, Abraham Lincoln comme héros et modèle. «Nous avons pourtant de grands héros en Algérie. La guerre de Libération a notamment connu des hommes hors pair tels Zighoud Youcef, Abane Ramdane et tant d'autres», a-t-il fait observer hier, au forum d'El Moudjahid à Alger. Selon

lui, cela est signe d'«ignorance» et de «méconnaissance» de l'histoire de notre pays. Animant une conférence sur l'action diplomatique et de communication du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), Réda Malek a affirmé que la création du GPRA, le 19 septembre 1958 au Caire (Égypte), n'était pas chose facile. «Il était difficile de créer un gouvernement dans un pays colonisé et sous la merci de 800 mille soldats et des milices européennes armées», précisait-il.

Et de poursuivre : «La création de ce gouvernement signifiait pour les Français, la radicalisation de la guerre. L'idée de l'indépendance était déjà acquise. Il n'était plus question

d'assimilation ou d'autodétermination. La création du GPRA était ainsi un grand succès et aussi une façon pour renforcer la révolution dans la poursuite de la lutte armée». Pour l'ancien diplomate, le GPRA n'était pas un gouvernement en exil, ni un gouvernement de propagande. «C'était un gouvernement issu de l'organigramme de la Révolution algérienne».

La crédibilité et la représentativité du GPRA ont été d'ailleurs reconnues par la France en juin 1960. «La France a compris que le GPRA était le seul représentant de la Révolution algérienne», a-t-il souligné.

Il a ainsi rappelé les positions «courageuses» du GPRA lors des accords d'Evian notamment sur la question du Sahara algérien

et de l'unité territoriale. S'agissant de l'information et de la diplomatie durant cette période, l'ancien chef du gouvernement dira que les deux missions étaient jumelles : «Il fallait casser le complot permanent de la France coloniale imposé à l'Algérie ainsi que le mur de silence». L'information était pour lui, la «base» pour porter la voix de la Révolution algérienne au sein de l'opinion publique internationale.

A cet effet, il déplora par exemple que la Syrie n'ait pas eu recours à l'information sur la crise qu'elle vit actuellement. «Il faut informer et expliquer pour bien clarifier les choses, ceci pour éviter toute ambiguïté et mettre fin aux rumeurs».

Rym Nasri

# Déclaration de Benbitour

Nous avons pris connaissance des dernières décisions prises par le pouvoir en place.

Nous aimerions rappeler à cette occasion que nous avons, dès le début de la décennie écoulée, prévu que l'Etat algérien dérivera vers la défaillance entre 2001 et 2010. Il dérivera vers la déliquescence entre 2011 et 2020.

Aujourd'hui, l'Etat algérien répond à tous les critères scientifiques de défaillance. Il est bien installé dans la dérive vers la déliquescence. Le pays persistera, alors, dans la situation de non-gouvernance avec la forte probabilité de vivre en même temps la violence sociale et la violence terroriste. C'est alors la trappe de misère permanente et la porte ouverte à la dislocation de l'unité nationale et le danger sur l'unité du territoire. C'est pour faire face à ces dérives qui étaient prévisibles hier et qui sont

visibles aujourd'hui que nous n'avons cessé d'appeler à un changement pacifique de tout le système de gouvernance et non se contenter du changement des personnes. Il y va sérieusement de l'avenir de la nation !

Nous avons proposé de faire des élections présidentielles de 2014, la porte ouverte pour le changement du système de gouvernance pour une Algérie de paix, de justice et de prospérité. Les changements opérés récemment dans les structures de l'institution militaire, vont-ils dans ce sens ? A voir l'avenir autrement, notre armée doit jouer un rôle de partenaire avec la société pour avancer ensemble vers la modernité et la sécurité institutionnelle. Sa mission dans cette phase cruciale n'est pas de reproduire le passé et consacrer le statu quo, mais plutôt de «démilitariser» les esprits

et contribuer avec d'autres acteurs politiques, économiques, intellectuels ainsi que les médias, à un engagement irréversible du pays dans la voie démocratique qui, à chaque avancée de la société civile, permettra à l'institution militaire de réoccuper ses espaces naturels et constitutionnels. C'est dans cet esprit que nous avons inscrit dans notre programme politique, la définition d'une doctrine militaire dans le cadre d'une vision globale de modernisation de notre armée. La situation actuelle appelle à la promotion d'une large mobilisation collective pour assurer le succès aux décisions fondamentales à initier ; la mise en place des outils et des mécanismes indispensables à la réalisation de l'objectif défini ; la sécurisation du processus de changement contre toute pratique de régression ou de statu quo. La sortie

de crise est possible. Notre pays recèle toutes les ressources humaines et naturelles lui permettant de devenir, dans une décennie, un Etat normal à économie florissante et un acteur géopolitique régional sans contestation.

Pour conclure, j'insisterais sur notre responsabilité à tous devant notre peuple et le monde. Toutes les Algériennes et tous les Algériens, légitimement inquiets pour l'avenir de notre pays, doivent se mobiliser pour qu'en quelques mois, le souhaitable (changement du système de gouvernance) deviendra possible.

Alors brisons le silence, unissons nos forces et œuvrons tous ensemble en citoyens pour l'Algérie de nos martyrs d'hier et de nos enfants de demain.

Ensemble, rien n'est impossible.

D' Ahmed Benbitour